

Compétitivité et stratégies de développement des régions polonaises dans les conditions de l'intégration européenne

Aleksandra Jewtuchowicz¹

L'augmentation de la compétitivité des régions en Pologne dans la période d'intégration de notre économie à l'économie de l'Union Européenne est un processus à la fois très urgent et très complexe. La comparaison de la structure de l'économie des voïvodies polonaises à l'économie des régions de l'Union Européenne démontre un grand retard dans le niveau de développement de ces premières. Des différences interrégionales considérables se laissent remarquer également à l'intérieur du pays. La partie occidentale du pays possède les caractéristiques d'une région industrielle développée, tandis que les régions de l'Est du pays sont en retard de développement économique (faible industrie, infrastructure insuffisante, agriculture éparpillée et peu rentable). Face à cet état de choses, la politique régionale de Pologne se trouve devant la nécessité d'affronter la pression de la concurrence et d'adapter l'économie de ses régions aux nouvelles contraintes du marché. Elle doit réaliser le plus vite possible des actions d'adaptation les plus diverses qui devraient permettre d'augmenter considérablement la capacité des régions à créer de manière autonome des structures économiques modernes et à utiliser de manière plus efficace leurs propres ressources locales.

¹ Département d'Economie Régionale et d'Environnement l'Université de Lodz, Pologne.

Conceptions du développement régional

La question du choix du modèle pour la politique de développement régional en Pologne excite de vives émotions et reste toujours ouverte. Deux options s'affrontent. La première pourrait être appelée centraliste et régulatrice et elle se pose pour objectif d'égaliser le niveau du développement économique de toutes les régions du pays. Dans la pratique, pour les partisans de cette option l'enjeu est avant tout de donner l'appui au développement des régions les plus faibles. Selon la deuxième approche, décentraliste et procompétitive, l'orientation principale de la politique régionale devrait être de renforcer la compétitivité des régions. Les processus de mondialisation, l'apparition de la «nouvelle économie» et nos aspirations vers l'intégration à l'Union Européenne nous portent à choisir plutôt la deuxième option.

Le principe d'augmentation de la compétitivité concerne toutes les régions, quelque soit le niveau de leur développement. Chaque région doit, elle-même, chercher à augmenter sa compétitivité à l'échelle nationale et internationale, et chaque région peut recevoir un appui gouvernemental en fonction du potentiel dont elle dispose. Il ne faut pas oublier cependant qu'il peut y avoir également des régions très faibles, en exclusion et incapables d'être compétitives. La lutte contre leur exclusion nécessitera donc une intervention régulatrice de l'Etat, dont l'objectif sera d'éviter une décroissance à long terme de ces régions et de maintenir la cohésion sociale et territoriale du pays.

Dans le modèle fordiste du développement, la concurrence avait principalement lieu entre les entreprises. Aujourd'hui, elle s'établit également entre les régions et les pays. Il ne faut pas oublier en même temps que la concurrence est soumise aux lois de la globalisation et qu'elle en résulte directement. Tandis que la compétitivité est, elle, relative avant tout à des milieux locaux².

La compétitivité des régions est comprise d'une double manière. D'une part, il s'agit de la compétitivité des entreprises localisées dans une région

choisie, d'autre part, de la compétitivité de la région en tant que telle, c'est-à-dire de sa capacité à créer un milieu qui renforce la position de ces entreprises sur le marché. Les deux approches sont strictement interdépendantes. La globalisation des échanges fait que seuls les territoires de qualité peuvent générer des entreprises compétitives, car les conditions qu'une région assure aux activités économiques menées sur son territoire sont un facteur déterminant important de la compétitivité des firmes.

D'après la définition de l'Union Européenne la compétitivité de la région est entendue comme «la capacité à produire des biens et des services qui ont fait leurs preuves sur les marchés internationaux et, en même temps, à maintenir à long terme le niveau élevé des revenus»; ou bien, d'une manière plus générale, comme «la capacité des entreprises, des industries, des régions, des pays et des territoires géographiques supranationaux orientés sur la concurrence internationale à réaliser des revenus et des emplois relativement élevés»³.

Le niveau de la compétitivité de toutes les régions résulte des inégalités régionales. Certaines parties du pays sont plus rentables par rapport à la moyenne et obtiennent de meilleurs résultats que d'autres. Différents facteurs le déterminent. Les plus importants sont les suivants⁴:

- structure d'activité économique moderne et infrastructure de transports bien développée,
- niveau de l'innovation et capital humain,
- existence de réseaux de partenariat bien développés et de relations entre les entreprises concurrentes,
- existence de réseaux d'institutions et capital social,
- présence de leaders locaux capables de faire concerter les acteurs locaux autour d'une stratégie de développement cohérente et communément acceptée.

Différences entre les développements des régions en Pologne

Le modèle du développement régional en Pologne s'appuie en principe sur les métropoles les plus importantes du pays: Varsovie, Cracovie, Katowice, Gdansk, Szczecin, Poznan et Wroclaw. On prévoit qu'avec ses zones périphériques elles deviendront dans l'avenir des centres de développement intense. Ce modèle de développement met cependant en relief des divergences importantes entre la ville et la campagne et, partant, entre les voïvodies au niveau d'urbanisation relativement élevé et les voïvodies à grande part de la production agricole. Les villes concentrent, en fait, les flux financiers, les services du niveau supérieur et les institutions internationales.

Depuis 1999, Pologne est divisée en 16 voïvodies considérées en tant que régions. D'après la nomenclature statistique européenne des unités territoriales, elles appartiennent au niveau NUTS 2. La superficie de la voïvodie de Mazovie est la plus grande – 35 598 km², la moins grande est la voïvodie d'Opole – 9 412 km². Dans la voïvodie de Mazovie habitent plus de 5 mln d'habitants, soit la plus grande part de la totalité de la population du pays, la moindre part de la population globale habite dans la voïvodie de Lubusz – plus de 1 mln. Le plus grand indice d'urbanisation est détenu par la voïvodie de Silésie (plus de 80%), le moins élevé par la voïvodie des Basses Carpates.

Comparées à d'autres pays de l'Union Européenne, les différences entre les pouvoirs économiques de toutes les voïvodies du pays (mesurées à l'aide du PIB par habitant) ne sont pas extrêmement élevées. Le PIB par habitant dans la «meilleure» des voïvodies – celle de Mazovie – est deux fois plus grand que dans la voïvodie la «plus faible» – celle de Lubusz. En 1999 il a été respectivement de 20 920 zł et de 10 383 zł. Mais il faudra remarquer que d'après les approches plus désagrégées, p. ex. à l'échelle des powiats⁵, la différenciation de cet indice est plus grande et elle est de 1:5.

Enfin, les différences beaucoup plus nettes entre les voïvodies se manifestent au niveau de leurs indicateurs du développement économique. Une

forte concentration des processus de développement se laisse observer dans les trois voïvodies de Mazovie, de Silésie et de Grande Pologne. Presque la moitié de toutes les entreprises du pays sont localisées dans ces voïvodies. Elles ont participé, en commun, dans la moitié des dépenses d'investissement effectuées en 1999, elles ont réalisé presque 48% de la production vendue, et leur PIB par habitant dépasse considérablement la moyenne en Pologne.

Les cinq dernières voïvodies – Warmie-Mazurie, Basses Carpates, Podlasie, Région de Lubusz et Sainte-Croix – forment ce qu'on appelle «le mur de l'est». Ces régions occupent un tiers de la superficie du pays et elles sont habitées par 22% de sa population globale. Ces régions sont les moins urbanisées et leur taux de chômage est le plus élevé. Elles détiennent à peu près 16% des unités économiques du pays et leur part dans les investissements réalisés et dans la production vendue est environ de 13%. Mais l'évaluation de l'attractivité économique de toutes ces voïvodies sera sans doute plus positive après l'intégration de la Pologne à l'Union Européenne; situées au bord de la frontière est de la Pologne, elles se trouveront à la frontière extérieure de l'Union entre les pays communautaires et les pays tiers.

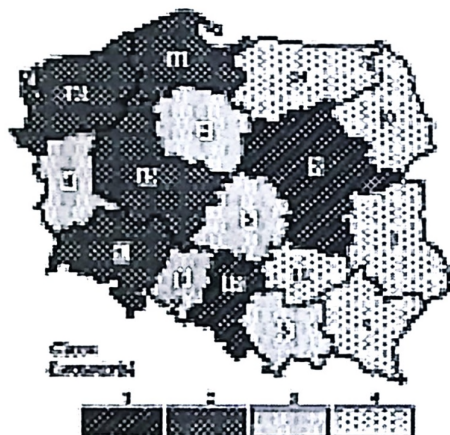
L'institut des Recherches sur l'Economie de Marché a distingué en 2000 quatre classes d'attractivité des voïvodies A, B, C et D⁶. Suivant cette classification, dans la classe A, soit dans la classe d'attractivité la plus élevée, se sont trouvées deux régions: Mazovie et Silésie. Elles disposent du plus grand potentiel économique du pays. Sur leurs territoires se trouvent de grandes agglomérations urbaines et, partant, des marchés à grande capacité d'absorption. La première place indiscutable de la voïvodie de Mazovie résulte sans doute du grand potentiel et de la position importante de son chef-lieu – Varsovie.

Dans la classe d'attractivité B se sont trouvées quatre voïvodies: Grande Pologne, Poméranie, Basse Silésie et Poméranie occidentale. Ces régions se caractérisent par une industrie développée, par une capacité d'absorption du marché élevée et de bonnes conditions aux activités économique, ce qui est lié,

entre autres, à leur position géographique avantageuse (elles sont situées près des frontières) et à leur facilité d'accès.

Les voïvodies telles que: Petite Pologne, région de Lubusz, région de Lodz, Cujavie-Poméranie et région d'Opole se trouvent dans le troisième groupe d'attractivité (C). Elles se situent en position moyenne du point de vue de la plupart des indices relatifs aux développements économique et social.

**DIFFÉRENCES ENTRE LES VOÏVODIES DU POINT DE VUE DE LEUR ATTRACTIVITÉ
POUR LES INVESTISSEURS**



SA (régions):

- | | |
|----------------------|---------------------------|
| 1. Basse-Silésie | 9. Basses Carpates |
| 2. Cujavie-Poméranie | 10. Podlasie |
| 3. Région de Lublin | 11. Poméranie |
| 4. Région de Lubusz | 12. Silésie |
| 5. Région de Lodz | 13. Sainte-Croix |
| 6. Petite-Pologne | 14. Warmie-Mazurie |
| 7. Mazovie | 15. Grande Pologne |
| 8. Région d'Opole | 16. Poméranie occidentale |

Source: études personnels d'après l'Institut des Recherches sur l'Economie de Marché, G. Garlicka, Czas na przyspieszenie, Nowe Zycie Gospodarcze, nr 48 du 26.11.2000

Le quatrième groupe (D) est constitué par les voïvodies: Warmie-Mazurie, Basses Carpates, Podlasie, région de Lubusz et Sainte-Croix. La plupart de leurs indices d'attractivité sont beaucoup moins avantageux que dans les autres voïvodies.

A l'origine des divergences régionales en Pologne se trouve, entre autres, son héritage historique du temps des partages de Pologne en trois pays: Prusse, Russie et Autriche-Hongrie. Après la deuxième guerre mondiale non seulement que ces différences n'ont pas disparu mais elles se sont davantage approfondies. La partie occidentale (qui s'est longtemps trouvée sous le partage prussien), appelée «Pologne A», a les caractéristiques d'une région industrielle développée, tandis que les régions de l'est du pays, «Pologne B», possèdent les caractéristiques de régions en retard de développement économique (faible industrie, infrastructure insuffisante, agriculture éparpillée et peu rentable).

Investissements

Tout changement de niveau de la compétitivité des voïvodies est déterminé avant tout par des activités d'investissements. La plupart des investissements en Pologne sont réalisés cependant dans les régions où se trouvent déjà des entreprises compétitives et rentables. Dans l'ensemble global des dépenses d'investissements dans l'industrie dominent les firmes qui mènent leurs activités dans les voïvodies de Mazovie et de Silésie et qui en 1993 ont réalisé plus de 35% de la totalité des dépenses industrielles dans le pays. Les dépenses assez élevées sont réalisées également en Basse Silésie et en Grande Pologne. L'analyse des dépenses d'investissements à plus long terme démontre leur grande inertie au niveau territorial. On ne peut donc pas compter sur un changement plus rapide et plus important au niveau de la répartition territoriale des investissements.

Investissements étrangers

L'arrivée des capitaux étrangers, dont ceux de grandes multinationales, est sans doute le facteur qui contribue à l'internationalisation de l'économie polonaise. Dès le début du processus de transformation on plaçait beaucoup d'espoir dans les capitaux extérieurs, en comptant en particulier sur l'afflux de nouvelles technologies et sur la modernisation de notre industrie.

L'afflux du capital étranger dans notre pays dans les années quatre-vingt-dix, estimé à 35 mld \$, n'a joué de rôle important ni pour la modernisation de l'économie, ni pour l'amélioration de sa compétitivité internationale. Très peu d'investissements étrangers sont placés dans les industries de technologies avancées (environ 5-6%). Les filiales de groupes internationaux implantés en Pologne ne réalisent que très rarement leurs propres travaux de recherche et de développement. Les investissements étrangers sont orientés avant tout sur la demande intérieure du pays. Les territoires n'utilisent que dans une faible mesure leurs ressources et leurs capacités de production locales pour la production à l'exportation. Par conséquent, nos exportations sont dominées par des produits à faible degré de préfabrication et à faible niveau technique. Les investisseurs concentrent leur attention sur les domaines tels que: médiation financière, commerce de gros et de détail ou construction. Tout compte fait, les investissements étrangers réalisés jusqu'à maintenant ne créent pas de conditions propices à une augmentation rapide de la compétitivité de l'économie polonaise.

L'analyse territoriale des localisations des entreprises démontre que le capital étranger préfère sensiblement les territoires dotés d'une infrastructure bien développée. Il se localise avant tout dans les grandes villes, ce qui fait augmenter les différences entre les niveaux du développement des différentes régions. Dans les trois voïvodies prédominantes – Mazovie, Silésie et Grande Pologne – on a réalisé à peu près 50% de la totalité des investissements étrangers tandis que dans les 5 régions les plus pauvres – dans l'est du pays – cet indice a été à peine de 10%. Les raisons pour lesquelles le capital étranger évite ces

territoires sont sans doute relatives au faible niveau de leur infrastructure, ainsi qu'à leur taux de chômage élevé et, à la fois, aux faibles compétences de leurs ressources humaines.

Capital humain, innovation et activités de recherche et de développement

Le potentiel de recherche et de développement du pays se concentre avant tout dans les trois régions suivantes: Mazovie, Petite Pologne et Silésie; mais la position de la voïvodie de Mazovie (et plus précisément celle de Varsovie) est nettement dominante. Dans les écoles supérieures localisées dans ces voïvodies travaillent 40% des employés universitaires et étudient 40% des étudiants de toute la Pologne. La position de ces voïvodies est encore plus forte du point de vue des dépenses qu'elles effectuent pour les activités de recherche et de développement. Ces trois régions concentrent plus que la moitié des cadres de recherche et de développement de tout le pays. Elles ont réalisé plus de 62% de la totalité des dépenses pour les activités de recherche et de développement en Pologne et 60% de la totalité des dépenses pour R&D dans l'industrie.

D'autres régions, qui comptent du point de vue des études et des recherches, sont: la Grande Pologne, la Basse Silésie et la région de Lodz. Elles rassemblent en commun environ un quart des enseignants universitaires et 20% des étudiants de tout le pays. Leurs dépenses pour les investissements et leur emploi dans le domaine du R&D représente 20% du potentiel de Pologne. En somme, dans les six voïvodies ci-dessus sont concentrés plus de deux tiers du potentiel scientifique (écoles supérieures, employés universitaires, étudiants) et environ 80% du potentiel de recherche et de développement de la Pologne.

Infrastructure institutionnelle et capital social

Les conceptions de développement régional s'appuient depuis assez longtemps sur une approche institutionnelle et évolutionniste. Cela veut dire que l'on met un accent plus fort sur la pluralité et la diversité des organisations et sur l'émergence et le développement des réseaux de coordinations qui assurent la coopération entre diverses organisations¹. La formation des réseaux d'institutions et d'entreprises coopérant les unes avec les autres devient la condition nécessaire pour le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation, soit des facteurs sans lesquels la région ne pourra pas devenir compétitive. A l'origine de cette compétitivité ne se trouve plus tellement l'efficacité des actions ou des investissements isolés, mais plutôt la capacité de la région et de ses acteurs à s'adapter le plus rapidement possible aux changements dans leurs conditions extérieures.

L'économie de marché est un système complexe et sa régulation dépend dans une grande mesure de la structure des institutions économiques. Ces institutions gèrent des comportements courants des acteurs économiques, orientent leur activité et, grâce à la réduction de l'incertitude, elles introduisent l'ordre et la stabilité dans la vie économique, ce qui entraîne par conséquent la réduction des coûts de transactions.

En 2000 il y avait en Pologne environ 300 centres d'innovations et d'entrepreneuriat, dont, entre autres²:

- 20 centres de transfert de technologies (bureaux de conseils et d'informations orientés sur l'appui et l'assistance à la réalisation du transfert de technologies),
- 28 fonds du capital-risque,
- 147 centres de formation-conseil (bureaux de conseil, d'informations et de formation),

- 57 fonds locaux de prêts et de garantie (agences parabancaires offrant une aide financière),
- 49 pépinières d'entreprises.

La répartition territoriale de toutes les institutions ci-dessus est relativement diversifiée. Les centres de transfert de technologies fonctionnent dans les voïvodies dotées de forts centres universitaires et scientifiques. Ce sont avant tout les voïvodies de Mazovie, de Grande Pologne et de Petite Pologne. Les fonds du capital-risque sont localisés dans les deux villes les plus grandes de la Pologne centrale – à Varsovie et à Lodz. Les réseaux des fonds locaux de prêt et de garantie et de centres de formation-conseil sont répartis assez régulièrement dans toutes les voïvodies; ils sont un tout petit peu plus nombreux dans les voïvodies moins développées situées dans le centre et dans le sud-est du pays. Plus que la moitié des pépinières d'entreprises sont établies dans les trois voïvodies de Lodz, de Poméranie et d'Opole. Cette répartition des institutions ci-dessus peut donc témoigner de l'effort que poursuivent ces voïvodies dans le processus de "rattrapage" et peut être considérée comme un indice des changements à venir et comme une chance pour augmenter la compétitivité de la région. Il faut souligner également que le développement des institutions d'appui à l'entrepreneuriat et à l'innovation est l'effet de l'application de différents programmes d'aides communautaires et de la politique régionale de l'Union Européenne. Ces programmes sont adressés avant tout aux régions en retard de développement et en besoin de restructuration.

Ce n'est pas le nombre d'organisations qui détermine l'efficacité et le caractère du milieu institutionnel, mais, avant tout, l'intensité et la qualité de différents genres de relations qui y apparaissent. Il s'agit ici non seulement des relations entre les institutions et les entreprises, mais aussi de la capacité de la collectivité locale à s'organiser autour des actions collectives. Cette faculté à s'organiser constitue la base d'une société de citoyens et crée un bien concret et mesurable appelé capital social.

Par le capital social on entend un système de relations interpersonnelles, des normes communément acceptées, une confiance réciproque et une aptitude à la coopération qui en résulte. On sait bien que la coopération et l'aide mutuelle sont beaucoup plus efficaces que des actions isolées. Le capital social est l'effet des relations entre les acteurs de la région, des traditions culturelles, des comportements sociaux, d'une mentalité spécifique et des attitudes de respect du travail. Il est l'effet de la présence de relations réseautiques entre les partenaires autonomes du développement régional et des interactions qui s'établissent entre eux. Il contribue à améliorer le fonctionnement du marché et des institutions en permettant en même temps de réduire les coûts de transactions relatifs entre autres à la passation des marchés, au suivi et à la veille au respect des contrats, etc.

En Pologne, la faculté à s'associer et à coopérer est toujours assez faible, et sa comparaison aux pays occidentaux n'est pas avantageuse. Le nombre d'associations horsgouvernementales est estimé à moins de 20 mille, tandis qu'en Autriche elles sont 83 mille, en Finlande plus de 100 mille, en Grande Bretagne à peu près 180 mille, en Suède à peu près 200 mille³.

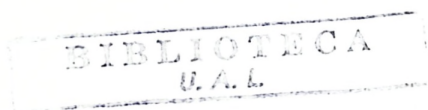
Les relations réseautiques entre les petites et moyennes entreprises sont particulièrement importantes pour le développement régional. C'est grâce à ces relations que les P.M.E. peuvent garder les deux atouts les plus importants dans les conditions de changements permanents de l'environnement extérieur et de la concurrence de plus en plus intense: celui de l'économie d'échelle et celui de la flexibilité résultant de leur petite taille et favorisant le dynamisme et l'innovation. Les réseaux permettent d'acquérir de nouvelles connaissances et de créer des innovations, et ils deviennent de même le facteur clé de la compétitivité de la région.

Des enquêtes réalisées auprès des chefs des petites et moyennes entreprises permettent de conclure à une méfiance générale entre les partenaires sur le marché. Les entrepreneurs ne s'intéressent ou ne cherchent de contacts

ni avec d'autres entreprises ni avec les organisations qui, en principe, devraient les aider à se développer. Pour les entreprises enquêtées cette coopération n'a pratiquement aucune importance. Le peu d'importance qu'on assigne à ces institutions dans le processus de développement résulte aussi de leur faiblesse. Le nombre des actions communes en faveur du développement de l'entrepreneuriat est très faible. Les institutions qui, en théorie, devraient structurer le milieu entrepreneurial et créer des réseaux d'informations elles-mêmes ne se trouvent pas dans le réseau, bien qu'elles soient nombreuses à s'occuper des mêmes activités. On se concentre avant tout sur ses propres besoins et ses propres objectifs à réaliser. Et le fait que les institutions ci-dessus ne s'orientent que très peu dans la situation économique et sociale de la région dans laquelle elles fonctionnent en est une preuve évidente; par exemple, les entrepreneurs font remarquer que les possibilités d'adaptation des projets offerts par les institutions sont très restreintes et en même temps les coûts de la coopération des entrepreneurs avec ces institutions sont élevés⁴.

Conditions d'augmentation de la compétitivité des régions en Pologne

L'augmentation de la compétitivité des régions en Pologne s'opère à la fois dans la période d'intégration de notre économie à l'économie de l'Union Européenne et dans la période de construction d'une économie de marché de plus en plus efficace et elle est un processus très complexe. La comparaison de la structure économique de la Pologne avec celle de l'UE laisse remarquer un grand retard dans le niveau du développement de notre économie et, en plus, de grandes disparités entre les indicateurs de développement des différentes voïvodies. La part moyenne de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans la structure de l'emploi des pays communautaires est de 5%, tandis qu'en Silésie, qui est la région la «moins agricole» de Pologne, le même indice est environ de 10%. La région la plus forte de Pologne est la voïvodie de Mazovie, où le PIB par habitant est de 49% de la moyenne de l'Union Européenne. Le



PIB par habitant dans les régions les plus faibles (celles de Lubusz, Podlasie, Basses Carpates et Warmie-Mazurie) constitue 24-26% de la moyenne communautaire⁵.

Face à cet état de choses, la politique régionale de la Pologne se trouve devant la nécessité d'affronter la pression de la concurrence et d'adapter l'économie de ses régions aux nouvelles contraintes du marché. Elle doit réaliser le plus vite possible des actions d'adaptation de différents genres. Ces actions devraient permettre d'améliorer considérablement le fonctionnement des systèmes socio-économiques territoriaux, d'augmenter leur capacité à créer de manière autonome des structures économiques modernes utilisant de manière de plus en plus efficace leurs propres ressources locales. Cela entraîne la nécessité d'élaborer une stratégie du développement socio-économique de la région qui assure à ses acteurs économiques des avantages compétitifs variés et répondant aux conditions de la situation présente. Les acteurs économiques localisés dans ces régions auraient, en ce cas, la possibilité de poursuivre leur propre développement (ainsi que de contribuer au développement de la région) en recherchant de nouvelles possibilités d'obtention de revenus, et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, par la vente des produits à bas prix et à faible degré de préfabrication.

Pour atteindre ces objectifs, il est primordial que l'Etat élabore une politique régionale complémentaire et incitant à une coopération en partenariat. Cette politique régionale réalisée par le gouvernement (i.e. politique interrégionale) devrait s'appuyer sur le partenariat avec les collectivités au niveau des voïvodies capables d'élaborer et de réaliser leur propre stratégie du développement socio-économique régional tenant compte des conditions et des mécanismes de régulation des proportions interrégionales de développement constituant les stimulants importants pour les stratégies régionales. Pour réaliser cette coopération on devrait continuer une décentralisation appropriée des finances publiques en les adaptant aux tâches et aux compétences des autorités voïvodales. C'est la condition nécessaire pour élaborer et réaliser une stratégie

intrarégionale du développement socio-économique qui vise avant tout la restructuration de la structure de l'économie, et non pas seulement des réparations temporaires des défauts du jour présent. Car ce n'est qu'une reconstruction sérieuse de la structure économique de la région, déclenchant un développement à long terme et assurant un haut niveau des revenus réels, qui pourra garantir de bonnes conditions pour la compétitivité de la région.

Face à cette situation, dans les projets de stratégies de développement socio-économique, il est important que l'économie de la région soit dotée des caractéristiques telles que l'innovation, l'harmonie intérieure et avant tout l'adaptabilité. La dernière caractéristique veut dire que l'économie de la région devrait être flexible et capable de réagir rapidement aux changements dans son environnement, tout en minimisant les coûts relatifs à ces changements et à cette adaptation. Elle devrait donc disposer d'une structure d'activités de production diversifiée, de bonnes infrastructures technique, bancaire et de communication, de ressources humaines bien formées, d'une offre intéressante de terres, de surfaces de production ou de bureaux, d'un grand marché de vente et à capacité d'absorption satisfaisante et des moyens de faciliter la coopération entre tous les acteurs. Ce sont les conditions qui sont aujourd'hui le plus recherchées par les investisseurs. Ce n'est donc pas par hasard que le plus grand nombre d'investissements étrangers se localisent en Pologne dans les territoires qui créent les plus grandes économies externes.

Mais ce type de restructuration est sous-estimé en Pologne. Domine toujours une approche traditionnelle selon laquelle la restructuration devrait consister dans l'appui des fonds publics aux transformations des branches industrielles qui manquent sensiblement de compétitivité sans tenir compte de leurs conditions ou de leurs conséquences pour le territoire. Cela mène à élaborer des programmes de restructuration adressés uniquement à des industries choisies. On ne construit pas de programmes d'appui au développement des secteurs modernes et en expansion qui permettent la transformation de l'économie de la région comprise dans son intégrité.

Le rôle et les tâches des autorités locales de Lodz sont perçus de manière traditionnelle. Ils s'appuient sur le modèle de la politique de développement conventionnelle, déterminé par un catalogue des tâches internes et par ses propres finances budgétaires. Dans la plupart des cas, les collectivités ne dépassent pas le cadre traditionnel de leurs activités et elles adoptent une attitude d'administrateur plutôt que celle d'un propriétaire. Elles ne croient pas que l'élaboration et une réalisation conséquente des stratégies de développement puissent être un instrument important pour la stimulation du processus de développement. Et les instruments de stimulation de développement qu'elles appliquent se limitent à des outils traditionnels et communément utilisés par toutes les collectivités locales. Tout comme si dans les stratégies de développement il ne s'agissait que de former un équipement infrastructurel de la région: de développer des infrastructures techniques et sociale et d'améliorer la qualité des services offerts par les unités communales.

DIFFÉRENCES ENTRE LES VOÏVOIES DE POLOGNE (DONNÉES POUR 1999)

Voïvoïes	Classes d'attractivité ¹⁾	PIB par habitant en 1998	Entités économiques nationales	Part moyenne en exportations de Pologne en 1995-1998	Dépenses pour investissements mln zł	Travailleurs dans l'écon. nationale - Pologne = 100			Production vendue pour industrie Pologne = 100	Valeur ajoutée brute Pologne = 100	Dépenses pour R&D Pologne = 100	Dépenses pour R&D dans le secteur des entreprises Pologne = 100	Emploi dans R&D Pologne = 100	Nombre d'investissements du capital étranger ²⁾
						Au total	Dans l'industrie	Services marchands et non march.						
Mazovie	A	146,1	20,3	20,4	27,5	15,1	11,9	17,4	19,7	19,1	43,9	40,9	33,4	449
Silésie	A	111,9	10,8	16,1	12,9	11,7	17,5	12,6	17,4	14,1	8,6	13,2	8,0	231
Grande Pologne	B	105,8	8,3	9,6	8,9	9,0	10,2	8,8	10,7	9,2	6,3	4,5	6,7	216
Poméranie	B	98,7	8,0	7,3	5,5	5,0	5,4	6,0	5,6	5,6	4,3	4,2	5,6	139
Basse-Silésie	B	99,8	7,5	8,2	8,5	6,8	7,9	8,0	6,7	7,7	6,2	6,5	9,0	153
Poméranie Occidentale	B	97,7	5,1	5,1	3,6	3,8	3,9	4,8	3,7	4,4	1,5	0,8	2,9	72
Petite-Pologne	C	91,0	6,9	6,1	6,8	8,9	7,7	8,3	7,0	7,6	9,4	6,5	11,5	101
Région de Lubusz	C	91,2	3,1	3,2	2,4	2,3	2,5	2,7	2,2	2,4	0,4	0,4	0,7	40
Région de Lodz	C	88,6	5,6	4,9	5,3	7,1	7,7	6,4	6,2	6,1	5,8	3,4	5,9	109
Cujavie-Poméranie	C	92,2	4,7	4,5	3,7	4,9	5,5	4,9	5,3	5,0	2,6	4,0	4,2	76
Région d'Opole	C	88,3	2,8	2,2	2,3	2,5	2,7	2,4	2,6	2,5	0,8	1,4	1,5	35
Warmie-Mazurie	D	76,7	3,8	3,2	2,0	3,2	3,1	3,4	2,5	2,9	1,1	0,6	1,7	43
Basses Carpates	D	75,9	3,7	3,4	3,4	6,2	5,2	4,5	3,7	4,2	3,1	5,8	1,9	48
Podlasie	D	76,3	2,4	1,4	1,8	3,2	2,1	2,7	1,7	2,4	0,9	0,9	1,7	30
Région de Lublin	D	72,5	4,4	3,2	3,2	6,4	3,7	4,7	2,8	4,2	3,0	2,6	4,3	48
Sainte-Croix	D	77,2	2,5	1,2	2,3	3,9	2,8	2,8	2,2	2,7	2,1	4,5	0,9	44

Source: Annuaire des statistiques des voïvoïes, GUS (Office Principal des Statistiques), Varsovie, 2000

1) Classes d'attractivité des voïvoïes selon l'Institut des Recherches sur l'Economie de Marché, Nowe Zycie Gospodarcze, n°48 du 26.11.2000
2) Investissements étrangers en Pologne, Przegląd Rzeczy (Revue du Gouvernement), n° 3, 1999

BIBLIOGRAPHIE

- BOGUCKA T., Państwowe czy społeczne?, *Gazeta Wyborcza*, 7.09.2001
- DUCHÉ G., Tworzenie nowego systemu produkcyjnego. Problemy rozwoju środowiska innowacyjnego (przykład Łodzi), in: *Strategiczne problemy rozwoju miast i regionów*, réd. A. Jewtuchowicz. éd. l'Université de Lodz, Département d'Economie Régionale et d'Environnement, Lodz 2000
- GARLICKA G., Czas na przyspieszenie, *Nowe życie Gospodarcze*, nr 48 du 26.11.2000
- GORZELAK G., Jaluwiecki B., Konkurencyjność regionów, *Studia Regionalne i Lokalne* nr. 1, l'Institut Européen du Développement Régional de l'Université de Varsovie, éd. Wydawnictwo Naukowe «Scholar» 2000
- HAUSNER J., Modele polityki regionalnej w Polsce, *Studia Regionalne i Lokalne* nr. 1, l'Institut Européen du Développement Régional de l'Université de Varsovie, éd. Wydawnictwo Naukowe «Scholar» 2001
- JEWUCHOWICZ A., Taverne D., Conditions institutionnelles du développement territorial dans le processus de transformation économique, in: *L'organisation du développement territorial dans les pays en transition*, éd. Centre de Management pour les pays de l'Est, Université Pierre Mendès Grenoble, 1998
- KLAMUT M., Uwarunkowania podnoszenia konkurencyjności regionów w Polsce, in: *Konkurencyjność gospodarcza regionu w warunkach nowego ustroju terytorialno-administracyjnego*, sous la réd. de W. Kosiedowski, Torun, 2000
- MATUSIAK K.B., NIESIOŁOWSKI T., Ośrodki innowacji i przedsiębiorczości w Polsce, SOOIPP, Rapport 2001, Lodz-Poznan, 2001
- PIETRZYK I., Konkurencyjność regionów w ujęciu Unii Europejskiej, in: *Polityka regionalna i jej rola w podnoszeniu konkurencyjności regionów*, sous la réd. de M. Klamut, L. Cybulski, éd. AE O. Lange à Wrocław, Wrocław, 2000
- Strategiczne problemy rozwoju regionów w procesie integracji europejskiej, sous la réd. de A. Jewtuchowicz éd. l'Université de Lodz, Département d'Economie Régionale et d'Environnement, Lodz, 2001
- SZLACHTA J., Programowanie rozwoju regionalnego w Unii Europejskiej, *Studia KPZK PAN*, t. CV, PWN, Varsovie, 1999, p.14

Notas

- 2 cf. G. Duché, Tworzenie nowego systemu produkcyjnego. Problemy rozwoju środowiska innowacyjnego (przykład Łodzi), in: Strategiczne problemy rozwoju miast i regionów, red. A. Jewtuchowicz. éd. l'Université de Lodz, Département d'Economie Régionale et d'Environnement, Lodz 2000, p. 165-166.
- 3 Commission Européenne: Sixième rapport périodique sur la situation et l'évolution socio-économique des régions de l'Union Européenne; Bruxelles - Luxembourg 1999; p.32-72, d'après I. Pietrzyk, Konkurencyjność regionów w ujęciu Unii Europejskiej, in: Polityka regionalna i jej rola w podnoszeniu konkurencyjności regionów, red. M. Klamut, L. Cybulski, éd. AE O. Lange à Wrocław, Wrocław, 2000, p.20.
- 4 cf. I. Pietrzyk, op.cit., J. Szlachta, Programowanie rozwoju regionalnego w Unii Europejskiej, Studia KPZK PAN, t. CV, PWN, Varsovie 1999, p.14.
- 5 le *powiat* est une unité administrative intermédiaire entre la *gmina* (commune) et la *voïvodie* (région).
- 6 G. Garlicka, Czas na przyspieszenie, Nowe Życie Gospodarcze, nr 48 du 26.11.2000; l'Institut des Recherches sur l'Economie de Marché de Gdansk, en s'appuyant sur toute une gamme d'indices, entre autres, PNB, capacité d'absorption du marché, volume de la production industrielle, degré d'urbanisation, accessibilité de communication, réalise des recherches systématiques sur les différences entre les régions de Pologne du point de vue de leur attractivité pour les investisseurs.
- 7 cf. A. Jewtuchowicz, D. Taverne, Conditions institutionnelles du développement territorial dans le processus de transformation économique, in: L'organisation du développement territorial dans le pays en transition, éd. Centre de Management pour les pays de l'Est, l'Université Pierre Mendès Grenoble, 1998.
- 8 K.B. Matusiak, T. Niesiolowski, Ośrodki innowacji i przedsiębiorczości w Polsce, SOOIPP, Rapport 2001, Łódź-Poznań.
- 9 T. Bogucka, Państwowe czy społeczne?, Gazeta Wyborcza, 7.09.2001.
- 10 Les enquêtes ont été menées en 1997 et en 2000 dans la région de Łódź par les chercheurs de l'Université de Łódź sous la direction d'A. Jewtuchowicz et par les chercheurs de l'Université Montpellier III sous la direction de G. Duché.
- 11 G. Garlicka, Czas na przyspieszenie, op.cit.